

Améliorer l'accès au marché des produits et des services

L'engagement pris par le Venezuela de mettre sur pied un système commercial ouvert et fondé sur des règles est de plus en plus remis en question. À de nombreuses reprises au cours des dernières années, le Canada a fait part aux autorités du Venezuela de ses inquiétudes à propos des systèmes de délivrance des permis d'importation du Venezuela et des pratiques qui restreignent les produits agricoles. Les préoccupations particulières du Canada portent sur la viande, les pommes de terre de semence, les pommes de terre de consommation, l'oignon et, depuis peu, les légumineuses à grain. Les exportateurs canadiens protestent contre le fait que, selon les importateurs, les permis d'importation sont soit délivrés en retard, soit délivrés pour une fraction du montant demandé ou soit carrément refusés. Le refus d'accorder les permis ou les retards dans leur délivrance ne sont motivés par aucune raison légitime. Selon le Canada, dans la mesure où les préoccupations légitimes du Venezuela en matière de SPS sont réglées, tout permis lié aux SPS devrait être délivré rapidement et automatiquement. Le Canada a souvent demandé au Venezuela d'obtenir une description détaillée par écrit de son processus d'administration des permis d'importation, sans succès. Le 26 novembre, les États-Unis ont tenu des consultations officielles avec le Venezuela en vue de régler un différend. Le Canada a participé à ces consultations.

En août 2002, le Canada et les pays de la Communauté andine ont annoncé qu'ils entameraient des discussions préliminaires en vue de l'adoption possible d'un accord de libre-échange. Un accord avec ces pays pourrait procurer des avantages économiques substantiels au Canada puisqu'il faciliterait l'accès aux marchés dans les secteurs des biens, des services et de l'investissement.

Autres dossiers

L'attraction qu'exerçait le Venezuela en tant que pays d'investissement a été remise en question par les récentes difficultés économiques et politiques que connaît le pays. Las Cristinas est une grande mine d'or au Venezuela qui fait l'objet de différends juridiques complexes et de longue date impliquant, entre autres, le gouvernement du Venezuela et plusieurs entreprises canadiennes. Toute une série de procédures est en cours au Venezuela pour tenter de résoudre les différends commerciaux qui en découlent. Le gouvernement

canadien a expliqué aux autorités vénézuéliennes l'importance de résoudre ce litige en conformité avec les principes de transparence, de bonne foi et en suivant des voies de droit régulières.

En février, le Venezuela a imposé un régime de contrôle des changes qui touchera tous ceux qui exportent des biens et services vers le Venezuela. Toutefois, on ne sait pas au juste combien de temps durera le régime et, au moment de la publication, les détails de l'application commençaient seulement à filtrer.

Amérique centrale et Caraïbes

Aperçu

Les pays de l'Amérique centrale — le Costa Rica, l'El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama — sont des pays émergents dont l'économie connaît, en général, une bonne croissance. En 2002, les exportations canadiennes à destination de cette région se sont élevées à 301 millions de dollars. Néanmoins, des obstacles à l'importation gênent les exportations canadiennes dans les secteurs traditionnels, notamment les produits agricoles tels que la viande de porc au Panama. Le 1^{er} novembre 2002, l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica et deux accords de coopération dans le domaine du travail et de l'environnement sont entrés en vigueur. Des négociations de libre-échange avec l'El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua en tant que groupe (le Groupe des quatre de l'Amérique centrale ou CA4) sont également en cours.

La Communauté des Caraïbes (CARICOM), qui compte 15 pays membres, est un marché accueillant pour les Canadiens. En effet, ces pays imposent peu d'obstacles au commerce, utilisent l'anglais comme langue commune, possèdent des codes juridiques et des pratiques commerciales similaires à ceux utilisés au Canada et plusieurs banques canadiennes sont bien établies dans la région. En 2002, le Canada et les pays de la CARICOM ont tenu des discussions préliminaires en vue de l'adoption d'un accord de libre-échange (ALE).